



L'avenir de la Francophonie se joue en Afrique

## Le français face à l'univers numérique

**La société sous toutes ses formes, du tissu social aux modèles d'affaires économiques, politiques et culturelles, a été transformée par le développement du web. Lequel a progressé à la vitesse grand V au cours de ces vingt dernières années. Pour qu'une langue reste vivante, pour qu'elle intéresse les jeunes générations, il lui faut aujourd'hui être présente dans l'univers numérique.**

Courriel ou mail, mot-clic ou hashtag, réseautage ou networking: le français est à la peine face à l'anglais pour rendre compte des nouvelles réalités numériques et économiques, vecteurs pourtant essentiels à l'expansion du français au XXI<sup>e</sup> siècle.

Un constat émis lors du forum mondial qui s'est tenu l'an passé à Québec: les francophones éprouvent des difficultés à créer de nouveaux mots pour parler de l'économie et des nouvelles technologies.

Heureusement, des pays ont francisé différents termes sortis dans la Silicon Valley et à Wall Street, mais hélas manque toujours un lexique commun aux 220 millions de francophones. Louise Marchand, présidente de l'Office québécois de la langue française, déplore: «Un lexique commun de l'économie ou du monde des affaires n'existe toujours pas.» La Québécoise a mis en ligne son «dictionnaire terminologique» qui

comprend des traductions des termes récents de la finance, de la comptabilité, des nouvelles technologies, façonnés dans la langue de Shakespeare. Et de poursuivre: «Cela fait partie du génie de la langue anglaise d'être capable de créer des mots rapidement, efficacement et de faire en sorte qu'ils s'implantent. Pour créer des mots en français, il faut vraiment procéder très rapidement. Car à partir du moment où un mot en anglais est implanté il est difficile de le déloger.»

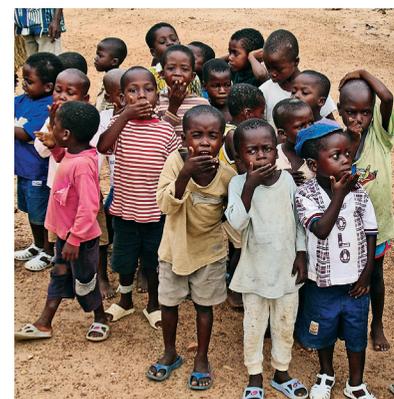
### Remplacer spam par pourriel

Surprenant tout de même que ce qui est créé et implanté au Québec traverse difficilement l'Atlantique pour s'imposer en Europe ou en Afrique. Et vice versa. Quelques exemples: qui, hormis les Québécois, utilise «pourriel» pour «spam», «baladodiffusion» pour «podcast», «clavardage» pour «chat»?

Ne peignons toutefois pas le diable sur la muraille. Les études citées au forum de Québec ont démontré que le français est la troisième langue la plus utilisée sur la toile et les réseaux sociaux ainsi que dans le commerce international. «Raison de plus pour la mise en place d'une stratégie web 2.0 numérique et francophone. Un des premiers jalons dans cette stratégie réside dans la francisation de la terminologie numérique», propose Claude Malaisson, spécialiste des communications numériques et d'entreprise.

### Une priorité: la numérisation du patrimoine francophone

Selon les chiffres fournis par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Afrique représentera 80% des quelque 700 millions de francophones dans le monde en 2050. Le professeur de l'Université de Laval, Milad Doueïhi, résume un sentiment général: «L'avenir de la Francophonie et de la langue de Molière se joue en Afrique.» Il y a une vingtaine d'années, l'OIF avait lancé le Fonds francophone des inforoutes pour favoriser la création de sites internet en Afrique francophone. «Le plus important, aujourd'hui, c'est l'accès



L'Afrique représentera 80% des francophones dans le monde en 2050. (Photo Molliet)

aux infrastructures (téléphones, bande passante, wi-fi, etc.) pour faciliter la consultation, la création et la dissémination d'une production culturelle en français», conclut M. Milad Doueïhi, qui a également insisté pour que la numérisation du patrimoine francophone s'opère sans attendre le géant américain Google. Une évidence sous forme de rappel: un meilleur accès à l'internet et la mise en place d'un web interactif spécifiquement francophone pourraient stimuler la création d'échanges entre entreprises francophones et le développement de sociétés au sud comme au nord de la Francophonie.

Robert Oudet

Edito

## Coup de poignard dans le dos



La langue est le filtre par lequel chaque individu entre en contact avec sa communauté. Elle apparaît comme le véhicule de communication qui exprime l'identité d'un peuple, d'une nation, d'une société. Les quatre langues officielles qui cohabitent en Suisse représentent une richesse culturelle unique et diversifiée à la fois par la composante de ces quatre groupes linguistiques.

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les nouvelles technologies de communication ont bouleversé, c'est vrai, habitudes et comportements. De là à suivre le

conseiller national vaudois PLR Fathi Derder, qui demande de donner un statut à l'usage de l'anglais dans notre Helvétie, il y a un pas que nous refusons de franchir. L'Association suisse des journalistes francophones a, lors de sa dernière assemblée générale, dénoncé et condamné la démarche de ce parlementaire. Par sa motion, le député vaudois cautionne la politique des autorités de certains cantons alémaniques qui ont déjà relégué dans les faits, à l'école publique, la langue de Molière au profit de celle de Shakespeare. Il donne un coup de poignard dans le dos des francophones et des minorités linguistiques de Suisse.

Jean-Pierre Molliet

# La dérive de la presse

Philippe Stroot travaille dans le système onusien depuis un quart de siècle. Il jette un regard sans complaisance sur le monde des médias. Ses propos sont le fruit de ses observations et réflexions sur la façon dont est couverte l'actualité internationale dans les médias dominants.

Ce que nous savons ou croyons savoir de ce qui se passe dans le monde repose soit sur une expérience personnelle ou des contacts directs avec les protagonistes – ce qui est plutôt rare – soit sur ce qu'en disent les médias: journaux, radio et télévision. Peut-on dès lors croire tout ce qu'ils nous racontent? Le fait est que la frontière entre l'information et le commentaire tend à s'estomper, à tel point que le lecteur ou l'auditeur n'est souvent plus en mesure de distinguer entre l'information, qui décrit des faits vérifiés et avérés avec objectivité et neutralité, et la communication, qui vise à faire passer un message, une idée, une opinion ou une directive à des fins de propagande politique ou de publicité commerciale.

Comment en est-on arrivé là? D'abord, il est bien connu que c'est celui qui paye qui décide. Pour prendre l'exemple de la France, le Conseil national de la résistance avait adopté à la fin de la Seconde Guerre mondiale un plan visant notamment à assurer «la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances de l'argent et des influences étrangères». Et de fait, jusque dans les années 1980, il existait une vraie diversité dans la presse française. La situation a bien changé depuis que les principaux médias appartiennent à ces mêmes puissances de l'argent: *Le Figaro* à un marchand d'armes, *Libération* à un banquier, *Le Monde* à de riches entrepreneurs et TF1 à une entreprise de construction et de téléphonie. Quant aux radios publiques, leur soumission d'ensemble à l'idéologie dominante n'est plus guère à démontrer...

Les informations fournies par les médias privés ou contrôlés par les pouvoirs en place ne sont pas nécessairement mensongères, mais elles sont généralement orientées en fonction des intérêts économiques et donc politiques des patrons de presse et de leurs amis, soucieux de pérenniser le régime en place. Nul besoin pour cela de mentir grossièrement, ce qui est de plus en plus difficile dans un monde où tout finit par se savoir.

## L'information étrangère la plus touchée

Il convient de relever à cet égard que mieux le public connaît la situation dont on lui parle, en particulier celle



«Les informations fournies par les médias privés ne sont pas mensongères mais orientées.» (Photo Molliet)

de sa région ou de son pays, plus il est difficile de lui raconter n'importe quoi. C'est beaucoup plus facile, en revanche, à propos de pays lointains où il n'a jamais mis les pieds, dont il ne parle pas la langue et dont il ignore l'essentiel de l'histoire, de la culture et des conditions de vie.

C'est la raison pour laquelle la désinformation concerne essentiellement des pays éloignés et peu connus. L'hostilité des médias «occidentaux» à l'égard des pays qui rejettent le régime politique et économique dominant et qui sont à la recherche d'autres voies peut être constatée quotidiennement. Pas un jour sans que ne soit présenté sous un éclairage négatif l'un des nombreux Etats de cette liste: Chine, Russie, Iran, Cuba, Venezuela, Biélorussie, Corée du Nord, Ukraine, Zimbabwe et bien d'autres. Il est à remarquer que ces pays dont on ne parle pratiquement que pour en dire du mal ont des systèmes politiques très différents mais qu'ils ont en commun de ne pas se soumettre à la domination de l'Occident euroatlantique.

Plutôt que d'attaquer directement eux-mêmes les pays qu'ils n'aiment pas, les médias recourent le plus souvent pour les dénigrer à la technique qui consiste à mettre les critiques dans la bouche d'autres personnes, le plus souvent non identifiées. On cite par exemple les propos d'un «enseignant» anonyme de l'Université de Caracas qui dénonce le gouverne-

ment du Venezuela, ou d'un «expert économique» tout aussi anonyme qui fustige la politique qualifiée de «populiste» des gouvernements bolivien ou équatorien, qui ont décidé de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles jadis aux mains d'entreprises multinationales.

## L'arme de la terminologie

Une autre arme redoutable est celle de la terminologie. Il s'agit d'utiliser certains mots pour dévaloriser le gouvernement visé. Le terme «régime» est ainsi systématiquement réservé aux pays insoumis: «régime iranien, régime cubain, régime vénézuélien ou encore régime syrien», mais les médias ne parlent jamais de «régime allemand, de régime étasunien ou de régime français» pour désigner les gouvernements au pouvoir dans ces pays. De même, on dénonce les télévisions d'Etat, en insistant sur «d'Etat», comme si c'était une preuve de discrédit en soi. A contrario, une télévision privée serait donc par définition indépendante...

Mais l'arme de désinformation massive par excellence reste le mensonge par omission: on donne une partie de l'information, celle qui arrange, mais pas celle qui dérange le parti pris idéologique régnant. Par exemple, lors d'une guerre civile, on met l'accent sur les violences commises par un camp, celui qu'on n'aime pas, en omettant de parler de celles de l'autre, celui qu'on soutient. Ou alors on fait l'impasse sur des sujets qui déplaisent, comme le mouvement Occupy Wall Street, pratiquement passé sous silence dans les médias occidentaux, alors que la TV syrienne, par exemple, a pris un malin plaisir à montrer des images de manifestants pacifiques réprimés par la police étasunienne dans les rues de New York...

## Des cas d'école

Certains cas de désinformation célèbres sont devenus des cas d'école: les 80 000 morts de Timisoara en 1989, le débranchement des couveuses par les soldats irakiens au Koweït en 1990, les armes de destruction massive en Irak en 2003 et, plus récemment, les bombardements de manifestants par l'aviation libyenne, dont on sait maintenant qu'ils n'ont jamais existé. Il arrive certes que les médias se trompent,

par ignorance, ce qui est grave, parce que les journalistes sont les formateurs de l'opinion publique, mais ils sont parfois si formatés eux-mêmes – formateurs et formatés – qu'ils en arrivent à croire eux aussi aux balivernes qu'ils servent au public. Quant aux nombreux journalistes talentueux et compétents qui s'efforcent de faire leur travail d'information de manière honnête, ou qui voudraient bien le faire, ils n'ont certainement pas intérêt à déplaire à leurs patrons de presse, au risque de perdre leur emploi.

## Liberté de la presse ou droit à l'information?

Mais qu'en est-il alors de la liberté de la presse, que l'on invoque surtout pour s'en prendre à certains pays accusés de ne pas la respecter? Il s'agit clairement de la liberté des entreprises de presse de posséder des médias et de décider de leur contenu. Ce qu'il faudrait défendre bec et ongles c'est plutôt le droit du public à être informé de manière complète et équilibrée.

Le fait est que par souci d'économie les journaux, radios et télévisions disposent de moins en moins de correspondants permanents et d'envoyés spéciaux à l'étranger. Ils se contentent de reprendre les images et les dépêches d'agences, elles-mêmes de moins en moins nombreuses et qui exercent une sorte de monopole sur les informations internationales diffusées par les médias occidentaux: ce sont essentiellement l'AFP, l'Associated Press et Reuters qui inondent le marché médiatique de textes et d'images. Mais ces agences sont également des entreprises commerciales préoccupées avant tout, comme les autres médias privés, de gagner de l'argent et de promouvoir le maintien du statu quo politico-économique. L'objectivité est le cadet de leurs soucis.

Il importe donc plus que jamais de faire preuve de sens critique à l'égard des informations qui nous sont données et de ne pas prendre pour argent comptant tout ce que raconte la presse, surtout sur des sujets ou des pays que l'on connaît mal ou pas du tout. Un ministre nicaraguayen disait ainsi dans les années 80: «Quand je lis ce que la presse internationale écrit sur mon pays, je n'arrive plus à croire ce que j'y lis sur des pays que je ne connais pas.»

Philippe Stroot

# Verbophonie: un coup de maître

Le festival organisé au Théâtre Benno Besson d'Yverdon-les-Bains, dans le cadre de la Semaine de la Francophonie, a été couronné de succès. Quelque 1200 personnes se sont retrouvées les 19 et 20 mars dernier pour assister à la dizaine de manifestations qui avaient comme fil conducteur la langue française.

C'était le pari de l'Association suisse des journalistes francophones – dont quelques anciens de la Radio romande – d'organiser un festival pour mettre à l'honneur la langue française tout en cherchant à la défendre et à la promouvoir de manière ludique. Pari gagné. Durant les deux journées, il y a eu un va-et-vient incessant de visiteurs. Un public qui s'est déclaré enchanté par les animations et les spectacles offerts. Parmi les divers rendez-vous, soixante personnes de tous âges se sont lancées dans la fameuse «dictée à la Bernard Pivot», plutôt difficile. Et lue par la jeune auteure Mélissa Pollien, de Villars-le-Terroir. Les deux lauréats, Christian Viredaz et Josy Tessa, ont été notés respectivement de 4 et 7 fautes...

Le Café francophone s'est déroulé dans une salle comble. Il a permis d'approcher le rappeur yverdonnois Jimix, qui a débattu sur la littérature et la chanson francophones avec quatre spécialistes: l'éditeur Bernard Campiche, la libraire Marie Musy, l'auteur Alfred Gilder et le conseiller aux Etats Didier Berberat.

Autre représentation: le spectacle «Ego Trip», mis en scène par Laurence Iseli et David Depierraz – volonté d'allier le théâtre et le cinéma – a été remarqué par son originalité dans son invitation au public de se muer en témoin de l'univers d'une thérapeute et de sa patiente.

Magnifique d'aisance, la Compagnie du Cachot, elle, a présenté une impro-



Un des points forts de Verbophonie: le Café francophone avec, de gauche à droite, le rappeur Jimix, l'éditeur Bernard Campiche, la libraire Marie Musy, l'auteur Alfred Gilder et le conseiller aux Etats Didier Berberat. (Photo Juillerat)

visation devant une salle entièrement conquise et remplie jusqu'en ses derniers recoins.

Encore une rencontre appréciée: le concert de Michel Bühler, qui a laissé défiler quelques-unes de ses chansons qui ont fait sa renommée. Puis, tour à tour, Robert Moineau, Oxo, Fabian Tharin et Ludiane Pivoine ont enchanté l'assistance, comme d'ailleurs

Chor'Hom, de Montagny-près-Yverdon, qui a mis un terme à la partie récréative en interprétant un chant de circonstance: «La langue de chez nous, d'Yves Duteil».

Cerise sur le gâteau: les organisateurs ont eu le plaisir de se voir confier la cérémonie marquant, en Suisse, la fin de la Semaine de la Francophonie 2013 avec la participation de Matteo

Capponi, son coordinateur, et le professeur François Grin, président de la Délégation à la langue française.

Toutes les manifestations ont été retransmises en direct sur internet par la radio Voxixnox. Une expérience qui a été appréciée en Europe et outre-Atlantique, si l'on s'en réfère aux retours reçus.

Roger Juillerat/La Région

## L'anglais, langue semi-officielle: José Ribeaud répond à Fathi Derder

Le conseiller national PLR vaudois Fathi Derder a déposé une motion dans le but d'intégrer l'usage de l'anglais dans le multilinguisme helvétique. Il demande de confier à l'anglais un statut spécifique «semi-officiel»

José Ribeaud, ancien journaliste-présentateur du TJ à la TV romande et ancien rédacteur en chef du journal La Liberté, auteur du livre «La Suisse se déglingue», répond à Fathi Derder.

### La palme de l'incohérence à Fathi Derder

Impossible pour le vaniteux conseiller national Fathi Derder de ne pas recourir à un coup médiatique pour sortir de l'anonymat. Obsédé par l'irrépressible besoin de se faire remarquer, il lance dans le débat public des idées incohérentes jusqu'à l'absurdité. Ainsi en est-il de sa motion

qui consiste à donner à l'anglais un statut de langue nationale partielle.

Fathi Derder a découvert que le plurilinguisme est «une force helvétique». Pour la renforcer, il propose – comme le firent déjà en 2009 de prétendus experts alémaniques – de «conférer à l'anglais» un statut spécifique, car, affirme-t-il tout de go, l'anglais est déjà une «langue helvétique». Dans le même élan,

le parlementaire vaudois émet une exigence aberrante: pour obtenir un permis de séjour, l'étranger qui n'est ni germanophone, ni francophone, ni italophone doit au préalable maîtriser une langue nationale. Le camp blochérien applaudit frénétiquement, lui qui n'a pas osé faire une proposition aussi discriminante. Car si cette clause devenait coercitive, la Suisse devrait expulser des dizaines de milliers d'étrangers, toutes professions confondues.

C'est une illusion de croire qu'en conférant à l'anglais un statut semi-officiel les langues nationales, l'allemand, le français et l'italien, ne seraient pas gravement pénalisées.

Derder apporte de l'eau romande aux milieux réactionnaires alémaniques qui s'acharnent à imposer l'enseignement exclusif de l'anglais en sacrifiant le français, et plus encore l'italien, langues à leurs yeux «inutiles et ringardes». Il ne fait pas de doute que les arguments de Fathi Derder seront repris par le camp populiste alémanique qui caresse l'espoir d'imposer à tous les Suisses la langue de la mondialisation et le «schwyzerdütsch» un dialecte qui est le seul idiome utilisé par la moitié des quelque 5 millions de nos compatriotes d'outre-Sarine (source NZZ 12.7.2013).

José Ribeaud

# De nouvelles têtes

L'assemblée générale de l'ASJF s'est tenue le 28 juin dernier à Lausanne. Les trois membres démissionnaires du comité, Jean-Louis Bernier, Michel Bordier et Jean Bonnard, ont été remplacés par Régine Pasche, Jacques Donzel et Michel Bory. La cotisation passera de 60 à 80 francs dès 2014. Dans le but de donner un second souffle à l'UPF, le nouveau secrétaire général Jean Kouchner a proposé différentes mesures, dont la refonte des statuts et la reprise des contacts avec les organisations internationales dont l'OIF. Le président Daniel Favre

et le vice-président Jean-Pierre Molliet ont été associés à ces travaux. L'ASJF souhaite instaurer une collaboration avec les journalistes québécois et acadiens. Des contacts sont en cours. Grâce à l'appui de la Mission de la Francophonie à Genève, la fusion de nos deux sites – francophonie.ch et francophonu.org – deviendra réalité d'ici quelques semaines. La présentation de notre institution et de ses activités s'en trouvera améliorée. Les pays francophones accrédités en Suisse se réjouissent de bénéficier sous peu de ces sources d'informations.

## Verbophonie 2014

En 2014, la Semaine de la langue française aura lieu du 14 au 23 mars. Notre section organisera la 2<sup>e</sup> édition de Verbophonie sous une forme quelque peu différente, mais toujours à Yverdon-les-Bains.

## Rencontres de Neuchâtel

En raison de l'organisation de Verbophonie qui provoquait une collision de dates, notre association a été contrainte de reporter l'édition 2013 des Rencontres de Neuchâtel. Elle aura lieu lors de la première quinzaine de novembre prochain. La date précise sera communiquée ultérieurement.

## Moins de journalistes tués, plus de journalistes enlevés

**Le rapport de la PEC (Presse Emblème Campagne) pour les six premiers mois de l'année 2013 montre que l'ONU et les gouvernements ont encore beaucoup d'efforts à fournir.**

Lors des six premiers mois de l'année, 56 journalistes ont été tués dans 23 pays, soit une baisse de 25% par rapport à 2012. «C'est une baisse d'un quart du nombre de victimes est un motif de satisfaction. Nous espérons que cette tendance va se poursuivre, grâce aux efforts des ONG, des associations de journalistes et des instances concernées», a affirmé le secrétaire général de la PEC, Blaise Lempen. «C'est encore beaucoup trop. Il faut continuer à lutter pour davantage de sécurité, d'accès dans les zones de conflit et lutter contre une impunité beaucoup trop répandue», a-t-il poursuivi. Les enlèvements ont fortement augmenté. La pratique des prises d'otages est devenue courante en Syrie, comme dans les années 2003 à 2006 en Irak. Au moins sept journalistes étrangers sont actuellement détenus ou disparus en Syrie. D'autres journalistes ont été enlevés récemment au Honduras et au Yémen. La présidente de la PEC, Hedayat Abdelnabi, a demandé leur libération immédiate. Les journalistes sont des témoins neutres qui sensibilisent l'opinion aux souffrances endurées par les victimes, quelle que soit leur appartenance, et ils ne doivent pas être pris pour cible ni servir de monnaie d'échange. Selon le décompte de la PEC, depuis le début de l'année, le Pakistan est le pays le plus dangereux avec 10 victimes, devant la Syrie (8 tués). La Somalie et le Brésil suivent avec 5 tués chacun. (S.P.)

## Les rendez-vous de José Ribeaud

Le livre «La Suisse se dégingle», de José Ribeaud, a été traduit en allemand. Ce plaidoyer pour les quatre langues nationales suisses est devenu «Vier Sprachen, ein Zerfall – Wie die Schweiz ihren wichtigsten Vorteil verspielt» (Quatre langues, un déclin – Comment la Suisse gaspille son principal atout), aux Editions Nagel & Kimche. Il sera en librairie dès le 26 août prochain. Le 27 octobre, cet ouvrage sera au cœur d'un débat sur l'enseignement et l'usage des langues nationales en Suisse alémanique. La réunion est prévue dès 11 heures à la Literaturhaus. En présence de la conseillère d'Etat Régine Aeppli, directrice de l'Instruction publique du canton de Zurich.

## Au revoir Georges

Georges Gros a démissionné de son poste de secrétaire général de l'UPF. Engagé en 1963 au sein de l'Union culturelle française (création du Prix Léopold Sédar Senghor), puis en 1971 nommé secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone, il a consacré un demi-siècle de sa vie à la Francophonie. D'abord sous la houlette de notre compatriote Claude Bodinier et jusqu'à l'actuel président Abdelmounaïm Dilami, Georges Gros aura fait preuve d'une rare fidélité à la dizaine de présidents internationaux successifs qui ont œuvré à ses côtés.

Rappelons que Georges a organisé une soixantaine de réunions internationales, dont trente-deux congrès et assises de l'UPF. Les participants aux manifestations qu'il a organisées peuvent témoigner de la somme de travail et de difficultés qu'a souvent exigée leur réalisation. Il a toujours su assumer sa tâche, quelles que soient les circonstances. D'aucuns ont d'ailleurs affirmé que sans sa volonté et son acharnement certaines rencontres n'auraient jamais pu être mises sur pied. Organisateur de nombreuses expositions sur la presse écrite en langue française dans le monde, il est également le fondateur de la Pressothèque de langue française et le créateur du Prix de la libre



Le secrétaire général Georges Gros a passé la main. (Photo Molliet)

expression, attribué chaque année à un journaliste francophone qui illustre par son engagement et son activité la liberté de la presse.

Ce défenseur de la langue française a été honoré, en 2009, de la croix d'officier de la Légion d'honneur en guise de remerciement pour son long engagement en faveur de notre langue. Sans énumérer toutes les distinctions reçues, citons encore sa nomination de chevalier de l'ordre du mérite, de chevalier des Arts et des Lettres, sans oublier celle d'officier de l'ordre national ivoirien qui illustre ses activités hors de l'Hexagone.

Il nous reste à lui souhaiter une heureuse et longue retraite.

Brigitte Rosazza

## Impressum

**Parution trimestrielle. Editeur:** Association suisse des journalistes francophones, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne. **Coordinateur et rédacteur en chef:** Jean-Pierre Molliet. **Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.- par an. **Impression:** Swissprinters Lausanne SA **Publicité:** page entière: Fr. 1500.-; 1/2 page: Fr. 800.- (1 parution); page entière: Fr. 1300.-; 1/2 page: Fr. 700.- (plusieurs parutions). La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Tamedia Publications romandes et Swissprinters